

La crise des déchets tourne au bras de fer, la tension monte

Les négociations sont toujours au point mort à Prunelli di Fium'Orbu. Tandis que l'exécutif et les élus locaux se renvoient la balle, les déchets sont réorientés à Vighjanellu où le site a été réquisitionné par la préfecture

Le capital confiance a été largement entamé. Il n'y a plus de dialogue possible". Louis Cesari est catégorique : pas question de bouger d'un iota devant le centre d'enfouissement de Prunelli di Fium'Orbu. Les élus de la communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu avaient déjà donné le ton jeudi en déclinant l'invitation de l'exécutif régional, du Syvadec et de l'État pour des négociations après le blocage du site depuis le 20 août dernier.

En cause, "le projet de plan qui nous avait été présenté le 20 août est caduc", appuie Louis Cesari. Le président de la communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu fait référence aux engagements "pris et jamais tenus depuis 2015, quelle que soit la majorité au pouvoir".

Le dernier en date, selon lui, est l'avertissement du projet de centre de stockage des déchets (lire par ailleurs) à Castifau, "qui nous avait pourtant été présenté comme l'un des éléments du plan de la collectivité de Corse", insiste Louis Cesari.

"Ils prennent la Corse en otage..."

Résultat : dans le Fium'Orbu, les élus "n'attendent plus rien" d'éventuelles propositions mises sur la table par leurs trois interlocuteurs. De quoi faire bondir l'exécutif régional, dont la rentrée politique est fortement perturbée par le dossier nauséabond des déchets. Par la voix de François Sargentini, le président de l'office de l'environnement de la Corse (OeC), la majorité nationaliste durcit le ton. "Les élus de l'intercommunalité sont incapables de nous faire des propositions sérieuses et portent l'entière responsabilité du blocage, peste François Sargentini. Il est temps qu'ils retrouvent la raison et prennent enfin leurs responsabilités en se mettant autour d'une table. Nous ne changerons pas notre stratégie, pas sous la pression d'élus qui veulent imposer leur diktat et prennent la Corse en otage".

"On a voulu trop tirer sur la corde..."

Des accusations réfutées en bloc



La rentrée politique de l'Exécutif est fortement perturbée par le dossier nauséabond des déchets.

PHOTO P.-M. S.

par les élus de la microrégion qui n'entendent pas plier et faire les frais d'une nouvelle crise prévisible depuis de longs mois. "Depuis trois ans, nous avons accepté d'augmenter nos tonnages annuels de 43 000 à 60 000 tonnes et nous avons fait preuve de solidarité car 95 % des tonnages sont extérieurs à notre territoire, rappelle Louis Cesari. En septembre 2017, nous avions délibéré pour formaliser que c'était la dernière fois. Des solutions doivent être trouvées ailleurs. On ne va pas se faire avoir une nouvelle fois. Certains ont trop voulu tirer sur la corde..."

Pas sûr que tout le monde l'entende de cette oreille. Aux yeux du camp nationaliste, "ce groupe d'élus agit de manière suicidaire, l'encontre de la stratégie générale", attaque François Sargentini.

Signe d'un changement de cap dans les négociations, les nationalistes entendent forcer la main aux élus de Prunelli di Fium'Orbu. Tard dans la soirée d'hier, des élus de la majorité territoriale, le conseiller exécutif Saverio Luciani

en tête, ont appelé via un communiqué "la population ainsi que l'ensemble des élus de la région, notamment les conseillers communautaires, à venir débattre de la situation de blocage lundi à 18 heures, Piazza di a nazione à Migliacciaru". Ambiance...

Pour autant, tandis que l'exécutif et les élus locaux se renvoient la balle dans le Fium'Orbu, le Syvadec cherche des solutions de repli.

Le "coup de pouce" de la préfecture...

Après avoir épuisé les premières mesures de stockage intermédiaire, le syndicat mixte "a été contraint de réorienter les déchets résiduels issus des communes adhérentes du Syvadec, traités précédemment à la Stoc de Prunelli di Fium'Orbu, sur le centre de Vighjanellu" à hauteur de 100 tonnes par jour.

Un sujet qui n'a pas manqué de s'inviter à la table du bureau de la communauté de communes du Sartonais-Valincu-Taravu

(CCSVT). Réunis hier soir, les élus ont "pris acte" de la réorganisation mise en place par le syndicat mixte. "Le Syvadec s'étant engagé à compenser l'équivalent des tonnages apportés lors de la mise en œuvre du transfert des déchets hors de Corse, la CCSVT ne s'opposera donc pas à ce que les membres adhérents du Syvadec puissent accéder au centre d'enfouissement de Teparellu", expliquent les élus du Sartonais-Valincu. Ces derniers n'en demeurent pas moins vigilants face à cet engagement du syndicat mixte : "Notre décision demeure provisoire dans l'attente des résultats de l'appel d'offres concernant le futur transfert des déchets et du vote du prochain plan de la CdC, devant intervenir ces prochaines semaines."

En attendant, si la situation reste très tendue, le centre de Vighjanellu continue d'accueillir les déchets de toute l'île, malgré le dépassement de la capacité maximale de stockage autorisée sur le site (464 000 tonnes). Par un arrêté en date du 13 août der-

Bennes de repli dans un champ

Dans les communes de l'Orient, les containers à poubelles qui débordent font partie du paysage. Depuis que le centre d'enfouissement technique de Prunelli di Fium'Orbu est bloqué, le ramassage n'est plus effectué à Aleria et dans les villages alentour.

Face à cela, Jean-Claude Franceschi, le président de la "comcom" de l'Orient a pris la décision d'installer des bennes dans un champ de la commune d'Aleria afin d'y stocker, temporairement, les déchets. "On ne peut pas se permettre de laisser les ordures joncher les rues", explique-t-il, plutôt remuant.

Du côté des commerçants, la solution semble faire l'unanimité. "On produit beaucoup d'ordures et pourtant on essaye de trier au maximum. Vider les containers a été une bonne initiative", indique un restaurateur d'Aleria.

Quoi qu'il en soit, le provisoire devra sans doute durer puisque, à ce stade, aucun accord n'a été trouvé concernant une possible réouverture du centre d'enfouissement de Prunelli di Fium'Orbu où les négociations sont au point mort.

PAUL-MATHIEU SANTUCCI

nié que Corse-Matin a pu consulter, la préfecture de Corse a réquisitionné en toute discrétion le site d'enfouissement "du 16 août 2018 au premier mars 2019 et sur une capacité maximale de 60 000 tonnes".

Une mise sous tutelle qui devrait permettre à la Corse quelques (courtes) respirations sur le front des déchets...

JULIAN MATTEI
ANTONIO GIANNINI